



YVON BERLAND président de l'université d'Aix-Marseille (sélectionnée) :

«On pourrait ressembler à l'université de Manchester, dans le top 50 de Shanghai»

«**N**ous attendons maintenant de connaître notre dotation. Nous avons estimé notre projet à 1,4 milliard d'euros. Mais nous aurons probablement moins – peut-être entre 800 et 900 millions d'euros. Comme ce capital sera placé, nous toucherons les intérêts, autour de 30 millions annuels. Nous espérons lancer les premiers projets avant l'été – dans la recherche notamment, où nous avons cinq axes prioritaires, comme l'énergie, les sciences de l'environnement, celles de la vie et de la santé, etc. «Grâce à l'Idex [Initiative d'excellence, ndlr] nous espérons progresser. Ce serait stupide de se comparer à Harvard ou au MIT [Massachusetts Institute of Technology]. A terme, on pourrait ressembler à Manchester, une

très bonne université européenne, dans le top 50 du classement de Shanghai. Les classements ne sont pas un but mais un marqueur. Si l'on gagne des places, cela veut dire que ce que l'on fait n'est pas mal. A la CPU [Conférence des présidents d'université où il est vice-président], on travaille sur le modèle allemand de classement, plus intelligent car il prend en compte aussi bien la recherche que la formation.

«Nous avons aujourd'hui 70 000 étudiants inscrits. En fusionnant (Aix-Marseille-I, II et III), l'objectif n'était pas d'être gros mais cohérent et visible. Avant, lorsque je présidais Aix-Marseille-II et que j'allais en Chine ou aux Etats-Unis pour des partenariats, il



y avait aussi des collègues d'Aix-Marseille-I et III... Personne n'y comprenait rien. C'était aussi incompréhensible pour les lycéens et le monde économique. «Je reconnais qu'avec les Idex il y a un déséquilibre territorial.

Dans l'Ouest et le Nord où il n'y en a pas, il existe pourtant des capacités importantes. Mais la décision n'a pas été politique. C'est un jury international qui a décidé. Le risque est que l'écart se creuse entre ces grands pôles et les plus petits sites. A la CPU, nous allons veiller à ce qu'il y ait des collaborations entre les deux. Dans la recherche, les petites universités devront se spécialiser. Nous serons aussi très vigilants à ce qu'elles reçoivent des moyens.»

STÉPHANE TASSEL secrétaire général du Snesup-FSU :

«Nous attendons que les candidats à la présidentielle abandonnent ces processus»

«**O**n connaît maintenant les lauréats des Idex, après un processus de sélection opaque et un faux suspense, puisque l'on retrouve les gagnants du plan Campus. Nous assistons aujourd'hui à une destruction du paysage universitaire, avec un désengagement de l'Etat et des ressources concentrées de manière arbitraire sur huit sites. Or, ce que l'on déverse à un endroit ne compense pas ce qui est retiré ailleurs.

«La moitié des Idex sont en Ile-de-France, et sur les quatre, trois dans Paris intra-muros. Quel avenir cela laisse-t-il aux universités de périphérie, qui ont participé à la démocratisation de l'enseignement supé-



rieur et de la recherche? En fait, à côté de pôles aspirateurs de ressources, on voit apparaître des déserts scientifiques, comme dans le Grand Ouest.

«On crée des concentrations, alors que la recherche est le fruit de coopérations de tout le tissu universitaire. On ne peut pas construire une politique scientifique sur la mise en concurrence, sur l'exclusion et sur la division. Il peut y avoir de grandes orientations, mais il faut aussi assurer la liberté de recherche. La politique actuelle est stérilisante et dramatique. De plus, quelle est la réalité des sommes annoncées? Ces pôles vont toucher les maigres intérêts de dotations qui seront placées – des sommes très

faibles au regard des besoins. En plus, cela va creuser les inégalités.

«Mais tout est réversible. Les sommes perçues ici ou là ne sont pas si importantes, les pelleteuses ne sont pas au travail. Nous demandons que soit réaffecté l'ensemble des sommes extrabudgétaires – celles des Idex, du plan Campus, etc – au budget de l'enseignement supérieur et de la recherche. Car il est urgent de réduire les inégalités entre les sites. Nous attendons que les candidats à la présidentielle mettent des engagements sur la table et abandonnent ces processus dits d'excellence. Car si quelques-uns se pavanent aujourd'hui, il y a beaucoup plus de déçus dans la communauté universitaire. Il y a eu un mouvement très fort en 2009. Certains l'oublient, pas moi.»

PATRICK FRIDENSON historien, militant du Sgen-CFDT :

«Un paysage universitaire d'une complexité sans précédent»

«**J**e vois deux aspects positifs aux Idex. D'abord il s'agit d'un tournant après les années de sous-financement du supérieur et de la recherche. Il y a un effort massif afin d'améliorer la position internationale de la France. L'Allemagne avait fait la même chose sous le gouvernement Schröder. En France, c'est la droite qui remédie au sous-financement dont elle est très largement responsable. Mais on ne peut pas dire, comme le font certains, qu'il n'y a pas d'argent et que l'on organise la désertification scientifique. S'il n'y a pas d'argent, il n'y a pas de désertification possible...

«Ensuite, les Idex ont permis de rassembler des écoles et des universités, et des organismes de recherche. C'est un pas en avant

vers l'objectif de surmonter les cloisons séparant universités et grandes écoles depuis la fin de l'Ancien Régime.

«Côté négatif, la principale critique porte sur le fait que les Idex sont destinés à booster la recherche, et que l'on a oublié la formation – autre mission des universités. Or, si l'on renforce le sommet d'une pyramide sans renforcer la base, celle-ci risque de s'effondrer. Avec le grand emprunt, on a aussi multiplié les structures – avec les Idex, les Labex, les Equipex, etc. – et l'on se retrouve avec un paysage universitaire d'une complexité sans précédent. Par ailleurs, on s'aperçoit que la répartition des Idex en France épouse la carte des



points forts du CNRS [Centre national de la recherche scientifique, ndlr] à la fin des années 60. D'où la question : fallait-il un jury international pour découvrir ce que chacun sait? Et ne faut-il pas une nouvelle initiative pour les sites qui se sont développés

plus récemment?

«Le saupoudrage ne fait rien avancer. Il doit y avoir des points forts dans le supérieur et la recherche. Mais, qu'il y ait ou non une alternance politique, il faudra faire un bilan précis et améliorer le dispositif des Idex. Il y a notamment un problème financier, avec l'argent qui arrive au compte-gouttes, et un problème de gouvernance de ces pôles, souvent resserrée et opaque.»